

L'UNCCD dans une phase critique

La pauvreté et le manque de moyens pour investir dans des systèmes de production durables, la croissance démographique, les conflits et l'emprise grandissante des marchés internationaux augmentent la pression sur les ressources naturelles dans les régions arides et semi-arides particulièrement vulnérables sur le plan écologique. Dix ans après l'entrée en vigueur de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification (UNCCD), $\frac{1}{5}$ de la surface de la terre et $\frac{1}{3}$ de la population mondiale sont directement touchés par la désertification persistante.

Le texte de la convention accorde une haute priorité à la lutte contre la pauvreté dans les régions arides et prône une approche axée sur une mise en œuvre participative. Tous les acteurs, des familles de petits paysans et des communautés locales aux organes de décision nationaux et internationaux, en passant par la société civile, doivent être impliqués dans ce travail.

Mais aujourd'hui, l'UNCCD se trouve dans une phase critique. Le but idéal d'une coopération constructive à tous les niveaux est loin d'être atteint. Ce constat a été confirmé par les participants à la Conférence internationale « Désertification, faim et pauvreté » à Genève. Les Etats industrialisés, dont les systèmes économiques ne sont que très fai-

blement touchés par la désertification, reprochent aux gouvernements des pays en développement de ne pas mettre en œuvre des mesures suffisantes. De leur côté, les pays en développement déplorent le manque de soutien des pays industrialisés dont les agendas ne se soucient guère de l'UNCCD. Cette politisation des discussions dans les assemblées de l'UNCCD a fait perdre de vue l'importance de mesures concrètes et leur mise en œuvre.

C'est dans ce contexte qu'intervient la publication de la Direction suisse du développement et de la coopération (DDC). S'appuyant sur des exemples de projets réussis, elle veut souligner l'importance de la mise en œuvre de la convention au niveau local. Toutefois, force est d'admettre qu'une poignée de projets locaux réussis ne suffit pas à freiner l'avancée du désert à plus large échelle. Les influences externes qui empêchent l'utilisation durable des ressources sont trop fortes. Mentionnons le changement climatique et les conditions-cadres économiques souvent défavorables. De plus, l'effondrement des prix des produits d'exportation (par ex. le coton) et le renchérissement des



*Attendre l'eau, désespérément. Des voies de décision interminables et impénétrables, le manque d'information et de moyens, ainsi qu'un avenir économique plus qu'incertain font capoter maintes initiatives de la base.
(Photo : CAMP, Kirghizistan)*

Article de fond

L'UNCCD dans une phase critique 1

Politique

Le soja génétiquement modifié mène à l'impasse 3

L'eau, c'est le pouvoir 3

Déperdition de substances nutritives dans l'agriculture africaine 4

Mise en œuvre

Pas de distribution de semences sans réflexion préalable 4

Promotion des associations forestières en Chine 5

Evaluer la durabilité de la production agricole 5

Diminuer la pauvreté par les ressources horticoles 6

Conservation de la biodiversité, croyances et spiritualité 7

Recherche

Finis les débats, il est temps de passer aux actes ! 7

L'avenir des pays ruraux du sud : passer de l'agriculture à d'autres sources de revenus 8

Article de fond

importations (énergie fossile, biens de consommation et d'équipement) limitent fortement les possibilités d'action des pays touchés.

Trouver un point d'ancrage efficace pour mettre en œuvre la convention dans ce contexte difficile, caractérisé par la multiplicité d'intérêts en partie inconciliables, est une tâche aussi délicate qu'ardue. La Conférence de Genève de même que la publication de la DDC, montrent les défis cruciaux à relever par les Etats signataires, le secrétariat de l'UNCCD et les gouvernements des pays concernés.

- Il importe que des organisations reconnues et dignes de confiance se concertent pour intensifier le travail de «lobbying», dans le but de mettre en place des conditions cadres propices à un développement durable dans les régions arides.
- Pour exploiter les synergies, la coopération avec les conventions qui poursuivent des objectifs similaires (UNFCCC, UNCBD) doit être intensifiée.
- Afin de réduire les risques et de créer de nouveaux emplois, surtout dans les secteurs secondaire et tertiaire, la production doit être diversifiée à tous les niveaux.
- Les petits paysans, les petits entrepreneurs et les communautés de la base doivent être informés et formés pour pouvoir mieux profiter des nouvelles opportunités politiques, économiques et techniques.
- Les organisations de la société civile doivent être davantage impliquées en tant qu'intermédiaires entre les com-

munautés locales et les organes de décision au niveau macroéconomique.

- Les habitants des régions arides doivent être soutenus matériellement dans leurs efforts de gestion durable des ressources.

Si les Etats signataires veulent assumer leur responsabilité, ils doivent prendre des décisions allant dans ce sens et mettre à disposition les moyens nécessaires.

SOURCES

Face à la sécheresse. Sabine Brüscheweiler, Ernst Gabathuler. 2006. Direction du développement et de la coopération. 35 p. http://162.23.39.120/dezaweb/ressources/resource_fr_91565.pdf. Disponible aussi en version anglaise.

Desertification, hunger and poverty / Désertification, faim et pauvreté. Colloque international. Genève, 11-12 avril 2006. www.sdc.admin.ch/index.php?navID=26466&langID=2&itemID=65102 Publication prévue en juillet 2006
Pour des informations supplémentaires contacter : elena.delarosa@iued.unige.ch liliane.ortega@deza.admin.ch

Rapport de la Conférence des Parties sur les travaux de sa septième session, tenue à Nairobi du 17 au 28 Octobre 2005. Convention sur la lutte contre la désertification. 81p. www.unccd.int/cop/officialdocs/cop7/pdf/16add1fre.pdf

Le soja génétiquement modifié mène à l'impasse

Encouragés par la demande croissante d'aliments fourragers des pays d'outremer et par les incitations de leurs gouvernements respectifs, de nombreux Etats d'Amérique du Sud se sont lancés dans la culture de soja transgénique à grande échelle. Ce type de culture s'étend très rapidement.

Les auteurs montrent les conséquences écologiques et sociales dévastatrices de ce développement : l'extension des terres cultivées et les grandes infrastructures routières mises en place dans son sillage réduisent les surfaces forestières et d'autres zones écologiques précieuses. Ces nouvelles infrastructures génèrent à leur tour d'autres activités économiques, comme les industries du bois et minière. Cette avancée des cultures à large échelle oblige les petits paysans et les paysans sans terre à se retrancher dans des régions encore à l'état naturel, comme l'Amazonie, ou à migrer vers les villes.

En outre, elle a pour effet de réduire la diversité de la production agricole. Toujours plus d'aliments doivent être importés, ce qui fait grimper les prix.

Par ailleurs, comme le démontrent les auteurs, la culture de soja résistant aux herbicides n'est pas du tout durable : l'herbicide à utiliser avec les semences détruit les bactéries qui lient l'azote. Avec la perte des substances nutritives due à l'érosion accrue des sols, il en résulte un besoin croissant en fertilisants. Parallèlement, l'usage constant de l'herbicide finit par induire des résistances et détruit des insectes et des plantes utiles.

SOURCE

GM soybean: Latin America's new coloniser. Miguel Altieri and Walter Pengue in: Seedling (GRAIN). January 2006. pp 13-17 www.grain.org/seedling_files/seed-06-01-3.pdf

L'eau, c'est le pouvoir

*« Si la misère de nos pauvres résulte non pas des lois de la nature mais de nos institutions, grand est notre méfait »
Charles Darwin*

Cette citation de Charles Darwin n'a rien perdu de sa validité. On reconnaît de plus en plus aujourd'hui que la « crise de l'eau » est due à l'échec des institutions aux niveaux local, national et international. Les lois sur l'eau, les politiques en matière d'eau et les conditions-cadres organisationnelles sont le résultat de processus de négociations politiques. Des visions idéalistes partent de l'idée que tous les acteurs sont impliqués à égalité dans les processus politiques et ont le même accès au savoir et à l'information. Mais en réalité, les rapports de force sont bien différents. Les institutions créées au cours de ces deux dernières décennies dans le secteur de l'eau n'ont fait qu'accentuer les inégalités. La situation s'est détériorée pour les groupes de population pauvres et marginalisés. Le document de fond du 4e Forum mondial sur l'eau, tenu à Mexico, consacré au développement institutionnel et aux processus politiques, place l'importance du partage du pouvoir au centre des réflexions. Il veut susciter un débat de fond et contribuer à réduire l'inégalité et la pauvreté face à l'eau.

Dans le chapitre sur la gouvernance de l'eau, le deuxième Rapport mondial sur l'eau souligne, lui aussi, l'importance primordiale du développement institutionnel et des différents aspects du pouvoir politique. Après une analyse critique de la gouvernance actuelle dans le domaine de l'eau, le rapport présente des pistes d'amélioration, notamment la reconnaissance des droits liés à l'eau et la décentralisation du contrôle de cette dernière.

SOURCES

Institutional Development and Political Processes. Cross-cutting Perspectives. IV World Water Forum, Mexico City, March 2006. pp 213-240. www.worldwaterforum4.org.mx/uploads/TBL_DOCS_97_23.pdf

The Challenges of Governance. In: Water, a shared responsibility. 2nd UN World Water Development Report. UNESCO, World Water Assessment Programme. 2006. pp 42-85. www.unesco.org/water/wwap/wwdr2/table_contents.shtml

Résumé du Rapport en français : <http://unesdoc.unesco.org/images/0014/001444/144409F.pdf>

Déperdition de substances nutritives dans l'agriculture africaine

La sécurité alimentaire de l'Afrique s'est nettement détériorée au cours des deux dernières décennies. Avec une démographie toujours croissante, le nombre de personnes mal nourries a notablement augmenté.

C'est ce qu'on peut lire dans le rapport de l'International Center for Soil Fertility and Agricultural Development (IFDC) pour le « Sommet africain des fertilisants » en juin 2006 au Nigeria. Dans la plupart des pays africains, l'agriculture représente plus de 25 % du produit intérieur brut. Mais la production alimentaire est caractérisée par des écosystèmes fragiles, une faible fertilité des sols et un emploi insuffisant de moyens auxiliaires modernes comme des fertilisants minéraux et des sortes améliorées de plantes utiles. La baisse constante de la productivité du sol, due à une surexploitation des substances nutritives, serait la première cause des mauvaises récoltes.

Pour les auteurs, les deux principaux motifs à l'ampleur de cette exploitation des substances nutritives dans de

nombreux pays au sud du Sahara sont, d'une part, le manque d'intérêt des paysans pratiquant l'agriculture itinérante pour une conservation de la fertilité du sol à long terme, et d'autre part, le manque de substances nutritives végétales. Un usage adéquat de fertilisants minéraux et l'emploi de pratiques idoines de conservation du sol, ainsi que la titularisation des terres permettraient d'améliorer la situation.

SOURCE

Agricultural Production and Soil Nutrient Mining in Africa. Implications for Resource Conservation and Policy Development. Summary. Julio Henao and Carlos Baanante. IFDC. March 2006. 13 p. www.rockfound.org/Library/Soil_Nutrient_Mining_in_Africa_Report.pdf

Pas de distribution de semences sans réflexion préalable

Une situation de crise peut suffire à faire perdre aux paysans leurs récoltes et leurs réserves. Pour leur venir en aide, plusieurs organisations de développement distribuent des semences. Mais une aide semencière ne doit pas être accordée à la légère ; il s'agit là d'une opération complexe qui exige une préparation soignée, à défaut de quoi elle sera contre-productive.

La série de feuilles d'information sur des études de cas menées au Burundi, en Ethiopie, au Kenya, au Malawi, au Mozambique, en Ouganda et au Zimbabwe, constitue une aide utile pour les organisations. Les auteurs relèvent l'importance des marchés locaux de céréales comme sources de semences. Souvent, prédomine l'idée (fausse !) que les semences locales manquent, mais le fait est que les paysans pauvres n'ont tout simplement pas assez d'argent pour en acheter. Des bons ou de l'argent liquide pour leur permettre d'acheter des semences locales est une mesure plus judicieuse. Si l'on

opte pour la distribution directe, il est impératif de veiller à la qualité des semences et de s'assurer que les sortes conviennent aux conditions locales, et surtout, ne compromettent pas l'agrobiodiversité. En plus d'informations thématiques, la publication orientée vers la pratique propose une aide méthodologique pour la préparation, la mise en œuvre et l'évaluation de distribution de semences, ainsi que pour examiner les propositions de projets correspondants.

SOURCE

Seed Aid for Seed Security – Advice for Practitioners. Practice Briefs 1–10. Louise Sperling and Tom Remington with Jon M. Haugen. International Center for Tropical Agriculture and Catholic Relief Services. 2006. 51 p. www.ciat.cgiar.org/africa/practice_briefs.htm

Promotion des associations forestières en Chine

En Chine, 60% de la population, soit 765 millions d'habitants, vivent en zone rurale. Au cours des 15 prochaines années, 300 millions de personnes sont supposées opérer la migration des zones rurales vers les zones urbaines. Toutefois, depuis 1985, les entreprises développées en zones rurales ont facilité la transition laborale, en créant une base de 110 millions de postes de travail dépassant le cadre purement agricole.

Ainsi, la province de Yunnan, l'une des plus pauvres et peu urbanisée, compte pourtant la surface de propriété collective forestière la plus importante, qui y génère un développement économique. Pour faire vivre et maintenir les populations dans la région, l'organisation en petites et moyennes entreprises forestières doit rester compétitive et fournir des performances environnementales. C'est pourquoi le gouvernement projette la création d'associations

qui appuieraient les PME sur la scène du marché global et joueraient le rôle d'intermédiaire entre la société de marché socialiste et celle-ci.

La présente étude analyse aussi les sources de tension que représentent les changements de règles et de statuts affectant les acteurs en place. Par ailleurs, l'intégration de collaborations avec les universités et avec la plus importante place de marché du bois, Southwest Timber, génère des situations nouvelles qui requièrent une capacité d'adaptation des différentes parties.

SOURCE

Emerging forest associations in Yunnan, China.
Horst Weyerhaeuser, Shao Wen and Fredrich Kahrl. ICRAF, IIED, 2006. 31 p. www.iied.org/pubs/pdf/full/13524IIED.pdf

Evaluer la durabilité de la production agricole

De partout, nous entendons parler de « production agricole durable ». Mais comment définir la durabilité de l'agriculture ? Et comment la mesurer ?

Lors d'un symposium organisé dans le cadre du nouveau « International Forum on Assessing Sustainability in Agriculture » (INFASA), des experts issus des milieux politiques et scientifiques ainsi que d'organisations paysans se sont penchés sur ces questions. Les présentations ont montré qu'il existe déjà de multiples méthodes pour évaluer la durabilité de la production agricole. Mais pour un emploi judicieux de ces méthodes, il importe de travailler avec un petit nombre d'indicateurs de la durabilité, faciles à communiquer et définis en collaboration avec les paysans.

Des indicateurs quantifiables sont très utiles, aussi bien pour les représentants politiques que pour les entreprises privées : ils peuvent renseigner les premiers au sujet de l'impact de mesures politiques et servir d'arguments de vente aux seconds. Toujours est-il que ces indicateurs –

justement dans le contexte de la coopération au développement – ne doivent pas occasionner un surplus de travail pour les paysans, ni augmenter l'influence externe sur les communautés locales, mais les aider à optimiser leur production. Finalement, les indicateurs ne sont qu'un moyen. Une vision globale, suprasectorielle, demeure la condition de base pour la durabilité.

SOURCES

International Forum on Assessing Sustainability in Agriculture (INFASA): [www.iisd.org/measure/community/infasa/Symposium Presentations](http://www.iisd.org/measure/community/infasa/Symposium%20Presentations). First INFASA Symposium. Zentrum Paul Klee, Bern, Switzerland. 16 March 2006. www.iisd.org/measure/community/infasa/presentations.asp
Contact : Fritz Häni, Haute école suisse d'agronomie : Fritz.Haeni@shl.bfh.ch



Pour être durable, l'agriculture doit trouver d'autres créneaux et nouer de nouvelles coopérations, par ex. avec la culture. C'est pour souligner l'importance de cette réorientation que le Symposium a eu lieu au Centre Paul Klee à Berne (Suisse) et qu'il a été agrémenté d'un concert. (photo : Harald Menzi)

Diminuer la pauvreté par les ressources horticoles

Dès la Révolution Verte des années 1950, la recherche et les efforts agricoles se concentrent sur la production du riz, du blé et du maïs. Toutefois, en parallèle, la production horticole se développe sans subsides et encouragements. L'apport des fruits et légumes pour une santé équilibrée modifie progressivement les habitudes alimentaires au nord comme au sud. L'envie de consommer des produits exotiques ou hors saison augmente également la demande.

A partir de 2000, des études révèlent la place déjà importante et les potentiels que représentent les ressources horticoles dans les moyens d'existence des plus démunis, notamment des « petits » agriculteurs. La production de légumes et fruits serait en fait plus profitable que celle des céréales en termes d'investissement, de temps de croissance et de surface cultivée. Elle est créatrice d'emploi

dans le sens où elle nécessite du double au quadruple de main d'œuvre.

Si la recherche agricole internationale semble s'intéresser enfin à l'horticulture, elle doit encore convaincre les milieux politique et financier. Les questions majeures à résoudre seront l'influence des supermarchés dans la structure agro-alimentaire, la nécessité de diversifier les variétés, comment maintenir une production sûre et saine, ainsi que donner un cadre à l'horticulture urbaine.

SOURCE

Horticulture for poverty alleviation. Katinka Weinberger and Thomas A. Lumpkin. World Vegetable Center, 2005. 20 p. www.avrdc.org/pdf/WP15.pdf



Evolution des taux de croissance annuels moyens (en pourcent) dans la zone, et du rendement des cultures horticoles par région entre 1961 et 2004. (Weinberger et Lumpkin. 2005. p.5)

Conservation de la biodiversité, croyances et spiritualité

De par le monde, il existe ancestralement des liens entre la spiritualité, les croyances des peuples et leurs pratiques de conservation dans l'usage des terres et de l'eau. Par ailleurs, les lieux naturels dits sacrés constituent probablement les habitats protégés les plus anciens de la planète.

Aujourd'hui, les sites sacrés et les terres dont l'usage était dicté par la cosmovision d'une communauté sont menacés par la rupture culturelle, les pressions sur la terre et les ressources, ainsi que les pouvoirs en place. Leur situation est difficile ; localisés en dehors des zones protégées, ils sont ignorés et négligés par les gestionnaires ; intégrés aux zones de conservation, leur sacralité et la signification qu'ils ont pour les autochtones passent souvent au second plan.

Dans un tel contexte, l'établissement puis le respect des aires protégées représentent un défi. S'il ne fait aucun

doute que ces dernières sont nécessaires pour l'ensemble de la planète, leur définition doit accorder davantage d'attention à l'expression des intérêts et besoins des populations locales, notamment celui de leur relation avec leurs sites sacrés.

Cet ouvrage et ses recommandations à partir d'études de cas représentent un outil utile pour toutes les instances qui décident et gèrent des projets de conservation de la biodiversité, zones protégées, réserves et parcs naturels.

SOURCE

Beyond belief. Nigel Dudley, Liza Higgins-Zogib, Stephanie Mansourian. WWF, 2005. 143 p.
<http://assets.panda.org/downloads/beyondbelief.pdf>



Des écoliers observent la flore et la faune dans une réserve naturelle. Rondevlei Education Centre, Cape Town, Afrique du Sud. (Photo : © WWF-Canon / Sandra Mbanefo Obiagio)

Finis les débats, il est temps de passer aux actes !

Le changement climatique global est une réalité. Même si l'homme était capable de stopper la progression des émissions de gaz à effet de serre, le niveau d'émission actuel aura pour effets un réchauffement notable de l'atmosphère et une hausse du niveau des mers.

Telle est la conclusion du World Resources Institute tirée lors d'une évaluation critique de tous les articles scientifiques publiés sur le climat en 2005 dans des revues renommées. L'équipe de recherche s'est concentrée sur quatre domaines : la physique du climat ; le cycle hydrologique ; les écosystèmes et les technologies susceptibles d'atténuer le changement climatique.

Il ressort de l'évaluation que les effets du changement cli-

matique sont quantifiables et qu'ils sont dramatiques. A l'échelle mondiale, il faut escompter une diminution de 11 % de la terre arable, ainsi qu'une forte baisse de la production céréalière dans 65 pays en développement. L'adaptation de la biosphère au réchauffement est en cours – mais l'humanité sera-t-elle capable de s'adapter ?

SOURCE

Climate Science 2005: Major new discoveries. Kelly Levin and Jonathan Pershing. WRI Issue Brief. World Resources Institute. 2006. 16 p.
http://pdf.wri.org/climatescience_2005.pdf

L'avenir des pays ruraux du sud : passer de l'agriculture à d'autres sources de revenus

Les moyens d'existence de la population rurale des pays du sud changent : ils se diversifient, sont moins tributaires de la terre et de l'agriculture. Les transferts d'argent de migrants y jouent un rôle de plus en plus important. Ces changements sont induits par la diminution des récoltes des petits paysans, la dégradation de l'environnement, la raréfaction des terres arables et les nouvelles possibilités de revenu en dehors de l'agriculture. Il en résulte une « nouvelle pauvreté » dans les couches de population qui n'ont pas accès aux nouvelles possibilités.

Une perception plus différenciée de ce qu'est la pauvreté et de ses causes peut déboucher sur de nouvelles pistes. Selon l'auteur de l'article, l'aide au développement doit revoir ses priorités : pas seulement des réformes agraires, mais aussi des reconversions, pas uniquement un soutien aux petits paysans, mais aussi la promotion de leur passage à d'autres activités, ainsi que la réunion de parcelles en plus grandes surfaces pour des entreprises agricoles orientées vers le marché. Ces développements requièrent toutefois une croissance

économique susceptible de créer des emplois pour les migrants.

Malheureusement, peut-être par manque de place, l'auteur ne parle pas assez des effets sociaux, culturels et écologiques d'un tel développement. La migration peut induire la perte de valeurs et de réseaux socioculturels, et une agriculture plus orientée vers les marchés conduire à une dégradation accrue des ressources naturelles, si les conditions cadres nécessaires font défaut.

SOURCE

Land, Farming, Livelihoods, and Poverty: Rethinking the Links in the Rural South. Jonathan Rigg.

World Development vol. 34 No 1. pp 180–202

Pour accéder au journal :

www.elsevier.com/locate/worlddev

Pour commander l'article à la British Library for Development Studies : <http://blds.ids.ac.uk/blds/docdel.html>

(environ 15 US\$) ou contacter : info@inforesources.ch

InfoResources News est publié cinq fois par année en anglais, français et espagnol, en version électronique et imprimée. Ce bulletin d'information est gratuit et peut être commandé à l'adresse ci-dessous.

InfoResources est un service d'information en matière de ressources naturelles dans le cadre de la coopération internationale, et s'appuie sur trois centres : Inforest / Intercooperation, Info Service CDE et InfoAgrar. Ce service est financé par la Direction du Développement et de la Coopération (DDC).

Equipe de rédaction :

Ruth Wenger, Susanne Wymann von Dach, Felix Hintermann

Contact :

InfoResources

Länggasse 85

3052 Zollikofen

Tel. : +41 31 910 21 91

Fax : +41 31 910 21 54

info@inforesources.ch

www.inforesources.ch